



## Bulletin Veille Europe n°94 Janvier 2020

### Sommaire

<b>Institutions de l'UE.....</b>	<b>2</b>
Parlement européen / La présidence croate du Conseil de l'UE .....	2
Parlement européen / La situation d'Etat de droit en Hongrie et en Pologne s'est détériorée.....	2
Centre de recherche Parlement européen / Migration, gestion des frontières et le cadre financier européen pluriannuel .....	3
Parlement européen / Quelle répartition des sièges après le Brexit ? .....	3
<b>Agences et organes de l'UE .....</b>	<b>3</b>
EASO / Signature des plans de soutien opérationnel avec Chypre, la Grèce, l'Italie et Malte .....	3
Frontex / Les arrivées migratoires irrégulières vers l'UE à leur plus bas niveau depuis 2013 .....	4
<b>Institutions européennes.....</b>	<b>4</b>
Conseil de l'Europe / Rapport sur les enfants migrants disparus et victimes de traite .....	4
Conseil de l'Europe / Répondre aux enjeux d'addiction aux drogues chez les réfugiés, les migrants et déplacés internes .....	5
Conseil de l'Europe / Rapport sur l'utilisation du droit pénal pour restreindre l'action des ONG d'aide envers les migrants.....	5
<b>Organisations des Nations unies.....</b>	<b>5</b>
HCR / Le HCR préoccupé par des tirs d'obus près d'un centre pour réfugiés à Tripoli.....	5
OIM / 110 669 migrants arrivés par la mer en Europe en 2019 .....	6
HCR / Recommandations à l'attention des présidences croate et allemande du Conseil de l'UE .....	6
OIM / Près de 1 000 migrants interceptés et renvoyés en Libye depuis début 2020 .....	6
HCR / Adoption d'une nouvelle loi au Tadjikistan pour éliminer l'apatridie.....	7
<b>Organisations de la société civile.....</b>	<b>7</b>
Alarm Phone / Analyse des opérations de sauvetage en mer méditerranée .....	7
OXFAM / Rapport sur les fonds fiduciaires de l'UE pour l'Afrique .....	7
France terre d'asile / Migrants et réfugiés à la rue .....	7
<b>Focus nationaux .....</b>	<b>8</b>
Grèce / Publication d'une liste de pays d'origine sûre .....	8
Belgique / Nouvelles mesures pour restreindre les conditions matérielles d'accueil .....	8
Suisse / Une coopération controversée avec l'Erythrée.....	9

## Institutions de l'UE

### **Parlement européen / La présidence croate du Conseil de l'UE**

Depuis le 1er janvier 2020, la Croatie préside le Conseil des ministres de l'Union européenne (UE), sa première présidence depuis son entrée dans l'UE en 2013. De nombreux dossiers en matière d'asile et de migration devront être menés sous son mandat alors qu'un nouveau « Pacte sur l'asile et la migration » a été initié par la Commission européenne. La Croatie a fixé quatre priorités développées sous l'intitulé « une Europe qui se développe, une Europe connectée, une Europe qui protège, et une Europe influente ». Plusieurs dossiers retiendront particulièrement l'attention de la présidence : les négociations sur le prochain cadre financier européen pluriannuel (2021-2027), la fin de processus du Brexit, l'organisation d'un sommet UE-Balkans occidentaux au mois de mai, et la préparation de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

La présidence croate devra donc accompagner la mise en place de ce nouveau Pacte aux côtés de la Commission européenne et « attend avec impatience les nouvelles initiatives concernant le paquet Dublin » selon le Premier ministre croate rappelant que « les attentes pour enfin créer un équilibre entre la responsabilité et la solidarité sont nombreuses ». Ce sujet est particulièrement sensible pour ce pays, régulièrement mis en cause dans sa politique vis-à-vis des migrants et des demandeurs d'asile. Lors de la présentation du Premier ministre croate au Parlement européen en session plénière, les députés n'ont pas manqué d'exprimer leurs inquiétudes quant au traitement des migrants à la frontière croato-bosniaque.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/eu-affaires/20191127STO67508/presidence-croate-du-conseil-de-l-union-europeenne-les-attentes-des-deputes>

---

### **Parlement européen / La situation d'Etat de droit en Hongrie et en Pologne s'est détériorée**

En septembre 2018, le Parlement a demandé au Conseil d'agir pour empêcher une violation des valeurs fondatrices de l'UE par les autorités hongroises. Parmi les craintes soulevées par les députés figuraient l'indépendance de la justice, la liberté d'expression, la corruption, les droits des minorités ainsi que la situation des migrants et des réfugiés.

Selon l'article 7 du traité de l'UE, après ces demandes, le Conseil peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave des valeurs de l'UE dans les pays concernés. Avant cela, les ministres doivent entendre les positions des autorités nationales. La procédure pourrait mener à des sanctions, comme la suspension des droits de vote au Conseil. Les ministres de l'UE ont tenu deux auditions avec le gouvernement hongrois en septembre et décembre 2019. Les autorités polonaises se sont quant à elles défendues devant le Conseil à trois reprises, entre juin et décembre 2018.

Le 16 janvier 2020, dans une résolution adoptée par 446 voix pour, 178 contre et 41 abstentions, les députés soulignent que les rapports et déclarations de la Commission, de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe indiquent que « la situation en Pologne et en Hongrie s'est détériorée depuis le déclenchement de l'article 7.1 ».

Les députés soulignent que les auditions organisées par le Conseil dans le cadre de l'article 7 du traité ne sont ni régulières ni structurées et appellent le Conseil à adresser des recommandations concrètes aux pays concernés, incluant des échéances, afin de garantir le respect de la législation européenne.

Enfin, la résolution souligne la « nécessité absolue » de mettre en place un mécanisme de l'UE relatif à la démocratie, à l'État de droit et aux droits fondamentaux, comme proposé par le Parlement, comprenant un

rapport annuel indépendant qui évalue, sur un pied d'égalité, le respect par tous les États membres des valeurs inscrites à l'article 2 du traité.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200109IPR69907/etat-de-droit-en-hongrie-et-pologne-la-situation-s-est-deterioree>

---

**Centre de recherche Parlement européen / Migration, gestion des frontières et le cadre financier européen pluriannuel**

En 2018, la Commission européenne a publié ses propositions concernant le prochain financier pluriannuel européen 2021-2027, incluant le financement des questions migratoires et de gestion des frontières. Le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont chacun adopté des positions qui ont permis d'initier des négociations afin d'arriver à un accord avant la fin de l'année.

---

**Pour plus d'informations**

Note : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646135/EPRS\\_BRI\(2020\)646135\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646135/EPRS_BRI(2020)646135_EN.pdf)

---

**Parlement européen / Quelle répartition des sièges après le Brexit ?**

À partir du 1er février, le Parlement européen comptera 705 sièges - contre 751 à la date du 31 janvier 2020, avant le retrait du Royaume-Uni de l'UE (soit le nombre maximum autorisé selon les traités de l'UE). Sur les 73 sièges britanniques au PE, 27 sont redistribués à des États membres tandis que les 46 restants sont mis en réserve pour d'éventuels futurs élargissements.

Avec cette redistribution, aucun État membre ne perdra d'eurodéputé. Certains gagneront entre un à cinq siège(s) (dont la France) pour résoudre une question de sous-représentation suite à des changements démographiques. La nouvelle distribution prend en compte la nouvelle taille relative de la population des États membres, ainsi qu'un niveau minimum de représentation des citoyens européens pour les plus petits pays de l'UE. Ce principe de "proportionnalité dégressive" signifie que les petits pays ont moins de députés que les grands, mais également que les députés d'un plus grand pays représentent plus de citoyens que leurs homologues de pays plus petits.

En accord avec l'acte électoral de 1976, les États membres doivent avertir le Parlement européen des noms des nouveaux députés avant que leur mandat puisse officiellement commencer.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200130IPR71407/redistribution-des-sieges-au-parlement-europeen-apres-le-brexit>

---

## Agences et organes de l'UE

### **EASO / Signature des plans de soutien opérationnel avec Chypre, la Grèce, l'Italie et Malte**

L'EASO a signé avec les autorités de ces quatre États membres des plans de soutien opérationnel pour l'année 2020 sur la base des besoins identifiées lors de précédentes réunions. En 2020, l'EASO doublera le déploiement de personnes en Grèce (550), en Italie (150), à Chypre (120) et à Malte (60). Près de 2000 personnes seront ainsi déployés par le bureau européen. Seul le nombre de déploiements en Italie diminuera.

En Grèce, les activités de soutien seront particulièrement renforcées, avec un doublement du personnel EASO déployé passant de 500 à 1000 personnes sur l'année 2020. Elles travailleront notamment au sein du service grec de l'asile, de l'unité nationale Dublin, et des autorités en charge de l'accueil et de l'identification, et de l'autorité en charge des appels.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://easo.europa.eu/news-events/easo-operations-double-size-year>

Communiqué Grèce : <https://easo.europa.eu/news-events/easo-operations-greece-expand-significantly>

---

### **Frontex / Les arrivées migratoires irrégulières vers l'UE à leur plus bas niveau depuis 2013**

Selon le dernier rapport de Frontex, le nombre d'arrivées irrégulières aux frontières extérieures de l'UE a atteint son niveau le plus bas depuis 2013, suite à une chute des arrivées par la route de la méditerranée centrale et occidentale. Environ 139 000 franchissements illégaux des frontières extérieures ont été détectés en 2019, soit une baisse de 92% par rapport au pic de 2015.

Sur la route de la méditerranée centrale, le nombre d'arrivées a chuté de 41%, les tunisiens et les soudanais représentent les principales nationalités. Sur la route de la méditerranée occidentale, le rapport fait état d'une chute de 58%, avec une majorité de Marocains et d'Algériens.

La route de la méditerranée orientale, après une baisse des arrivées, la pression migratoire est repartie à la hausse au printemps 2019 pour atteindre un pic en septembre. Au total 82 000 migrants irréguliers sont arrivés par cette route, soit une hausse de 46% par rapport à l'année dernière.

Selon Frontex, certaines personnes transférées sur le continent grec auraient poursuivi leur route dans les Balkans occidentaux. Une hausse des traversées a été détectée à la frontière entre la Grèce et l'Albanie après le début d'une opération conjointe en mai, ainsi qu'en Serbie. Les principales nationalités sur cette route sont les Afghans et les Syriens.

---

#### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/flash-report-irregular-migration-into-eu-at-lowest-level-since-2013-n5pHiA>

---

## **Institutions européennes**

### **Conseil de l'Europe / Rapport sur les enfants migrants disparus et victimes de traite**

Les enfants migrants et demandeurs d'asile sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'une protection privilégiée contre les multiples dangers qui pèsent sur eux tout au long de leur voyage: violences, abus sexuels, traite d'êtres humains et exploitation. De nombreuses formes de violence à l'encontre des enfants migrants et réfugiés attendent les enfants dont on perd la trace, car ils « se volatilisent » dans des réseaux clandestins qui les excluent toujours plus de la protection et des soins auxquels ils ont droit, d'abord et avant tout en raison de leur âge, mais aussi en leur qualité de migrants ou de réfugiés.

Ce rapport rend compte de la situation concernant les disparitions d'enfants réfugiés ou migrants, soulignant la difficulté d'en cerner les dimensions réelles. Il examine les dispositions juridiques qui s'appliquent dans le domaine, et propose des recommandations pour mieux protéger les enfants et lutter contre les disparitions. Les États membres devraient veiller à ce que chaque enfant migrant sans papiers soit enregistré et identifié par les autorités, et qu'un tuteur individuel soit nommé dès l'accueil d'un enfant réfugié ou migrant non

accompagné. Tout enfant réfugié ou migrant a le droit au regroupement familial et devrait être accueilli dans la mesure du possible avec sa famille en vertu du droit de chaque enfant de vivre avec ses parents, tel qu'il est consacré à l'article 22 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

---

**Pour plus d'informations**

<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-FR.asp?FileID=28308&lang=FR>

---

**Conseil de l'Europe / Répondre aux enjeux d'addiction aux drogues chez les réfugiés, les migrants et les déplacés internes**

Le groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur l'addiction aux drogues, le groupe Pompidou, a organisé une réunion préparatoire du groupe de travail sur les enjeux de l'addiction chez les réfugiés, les migrants et les déplacés internes. Il a été convenu d'élaborer une boîte pour les professionnels, d'établir des directives générales et un document politique d'ici la fin 2021. Ces outils aborderont différents enjeux notamment le soin, la prévention et le traitement, et la double stigmatisation.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-january-2020/-/asset\\_publisher/cVKAoroBOtl/content/responding-to-drug-related-challenges-for-refugees-migrants-idps?](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-january-2020/-/asset_publisher/cVKAoroBOtl/content/responding-to-drug-related-challenges-for-refugees-migrants-idps?)

---

**Conseil de l'Europe / Rapport sur l'utilisation du droit pénal pour restreindre l'action des ONG d'aide envers les migrants**

Le conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG réalise des études thématiques et des rapports par pays sur des aspects spécifiques de la législation relative aux ONG. Ce groupe a publié une nouvelle étude sur l'utilisation du droit pénal pour restreindre le travail des ONG soutenant les réfugiés et autres migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Cette étude démontre les lois criminalisant l'activité des ONG impacte significativement la légitimité des activités des ONG et affecte la liberté d'association et les droits relatifs.

---

**Pour plus d'informations**

Rapport : [https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-january-2020/-/asset\\_publisher/cVKAoroBOtl/content/new-study-using-criminal-law-to-restrict-the-work-of-ngos-supporting-refugees-and-other-migrants](https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-january-2020/-/asset_publisher/cVKAoroBOtl/content/new-study-using-criminal-law-to-restrict-the-work-of-ngos-supporting-refugees-and-other-migrants)

Conseil d'experts : <https://www.coe.int/fr/web/ingo/expert-council>

---

## Organisations des Nations unies

**HCR / Le HCR préoccupé par des tirs d'obus près d'un centre pour réfugiés à Tripoli**

Le HCR s'est déclaré vivement inquiet pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile au Centre de rassemblement et de départ (GDF) à Tripoli en Libye, après que trois obus de mortier sont tombés près du site. Ce site relève de la juridiction du ministère libyen de l'Intérieur. Le HCR et son partenaire, LibAid, sont autorisés par les autorités libyennes à assurer des services au GDF depuis son ouverture en décembre 2018. Le GDF avait été établi pour héberger des réfugiés identifiés pour une solution hors de la Libye, dans l'attente de leur évacuation.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059291>

---

## **OIM / 110 669 migrants arrivés par la mer en Europe en 2019**

Selon l'OIM, 110 669 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe par la mer en 2019, légèrement en dessous des chiffres de 2018 avec 116 273. 1 283 personnes sont décédées sur l'une des trois routes de la Méditerranée en 2019, contre 2 299 morts confirmées en 2018. La route de la méditerranée centrale reste la plus dangereuse avec 1 personne sur 33 décédée en 2019, contre 1 sur 35 en 2018 et 1 sur 51 en 2017.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://mailchi.mp/00fa57c92542/iom-mediterranean-arrivals-reach-110699-in-2019deaths-reach-1283-world-deaths-fall?e=45e3a16f8a>

---

## **HCR / Recommandations à l'attention des présidences croate et allemande du Conseil de l'UE**

Le HCR a publié jeudi une série de recommandations « ambitieuses mais réalisables » à l'attention des présidences croate et allemande du Conseil de l'Union européenne (UE) durant l'année 2020. Elle appelle notamment l'Europe à mieux protéger les réfugiés. Selon le HCR, après le succès du Forum mondial sur les réfugiés, ces deux présidences et le nouveau Pacte de l'UE sur les migrations et l'asile offrent des opportunités uniques de mieux protéger les personnes déracinées et les apatrides en Europe et ailleurs, ainsi que d'assurer un appui aux pays d'accueil.

Parmi ses recommandations, le HCR propose une réforme durable et un soutien financier modelé afin de mettre en place d'un système d'asile véritablement commun et viable. Le HCR encourage les présidences croate et allemande du Conseil de l'UE en 2020 à faire avancer les travaux sur un mécanisme de solidarité efficace, y compris via des dispositifs pour la relocalisation, en accordant la priorité au regroupement familial. Selon le HCR, le prochain budget européen (2021-2027) est « une occasion clé pour l'UE » de prendre part aux efforts de solidarité mondiale envers les personnes déracinées et leurs hôtes.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059571>

Recommandations : <https://www.unhcr.org/be/wp-content/uploads/sites/46/2020/01/200107-FINAL-UNHCR-Recommendations-for-the-Croatian-and-German-Presidencies-of-the-Council-of-the-EU-2020.pdf>

---

## **OIM / Près de 1 000 migrants interceptés et renvoyés en Libye depuis début 2020**

Près d'un millier de personnes ont été interceptées en deux semaines au large des côtes libyennes, a indiqué mardi l'agence de l'ONU pour les migrations. Il s'agit de migrants et réfugiés originaires de pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, mais aussi de 17 Libyens. La plupart des migrants ont été débarqués à Tripoli et tous ont été renvoyés dans des centres de détention.

Si des équipes de l'OIM sont présentes aux points de débarquement pour fournir une aide d'urgence aux migrants, notamment une assistance sanitaire de base et des dépistages, l'Organisation rappelle que les mesures visant à protéger les vies et à garantir la sécurité de ces personnes ne sont pas en place. Et pour les organismes humanitaires, la Libye n'est pas encore un port sûr en raison de la détérioration de la situation sécuritaire. Par ailleurs, les navires de recherche et de sauvetage des organisations non gouvernementales (ONG) ont déclaré avoir secouru 237 autres personnes.

---

### **Pour plus d'information**

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059782>

---

## **HCR / Adoption d'une nouvelle loi au Tadjikistan pour éliminer l'apatridie**

Le HCR se félicite de l'adoption d'une nouvelle loi au Tadjikistan qui permet aux ressortissants étrangers et aux apatrides résidant irrégulièrement dans le pays de régulariser leur séjour, grâce à l'obtention d'un permis de séjour qui leur permettra également, après trois ans, de demander la citoyenneté tadjike. Selon les autorités, la nouvelle loi bénéficiera à quelque 20 000 personnes, anciens citoyens de l'Union soviétique, qui sont arrivés au Tadjikistan avant la fin 2016. Il s'agit notamment d'étrangers et d'apatrides sans statut légal qui peuvent désormais régulariser leur situation et sont exemptés de sanctions administratives en raison d'un éventuel séjour irrégulier.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/press/2020/1/5e32a8e74/unhcr-welcomes-tajikistans-new-law-tackling-statelessness.html>

---

## **Organisations de la société civile**

### **Alarm Phone / Analyse des opérations de sauvetage en mer méditerranée**

Dans cet article, l'association Alarm Phone détaille ses activités en Méditerranée qui relèvent les bateaux de migrants en détresse et transmet les informations auprès des autorités pour initier les opérations de sauvetage et de secours. Cette analyse porte sur la période du 1<sup>er</sup> Octobre au 31 décembre 2019.

---

### **Pour plus d'informations**

Article : [https://alarmphone.org/en/2020/01/05/central-mediterranean-regional-analysis/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2020/01/05/central-mediterranean-regional-analysis/?post_type_release_type=post)

---

### **OXFAM / Rapport sur les fonds fiduciaires de l'UE pour l'Afrique**

Le « Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées » (ou Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique) est le principal instrument financier utilisé par l'UE pour tenter de concilier politiques migratoires, politique étrangère et partenariats en faveur du développement. L'examen par Oxfam de l'ensemble des propositions de projets financées par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et des circonstances de leur adoption révèle une nouvelle trajectoire préoccupante pour l'aide au développement, davantage associée aux politiques migratoires des bailleurs, qui cherchent notamment à juguler la migration irrégulière. Cela risque de nuire à la capacité des actrices et des acteurs du développement à contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

---

### **Pour plus d'informations**

Synthèse : <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620936/bp-eu-trust-fund-africa-migration-politics-300120-summ-fr.pdf;jsessionid=E8B13E0FF74457E0EDA6B69EB474C200?sequence=5>

Rapport : <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620936/bp-eu-trust-fund-africa-migration-politics-300120-fr.pdf?sequence=4>

---

### **France terre d'asile / Migrants et réfugiés à la rue**

Depuis 2015, de nombreux campements abritant des personnes migrantes et réfugiées sont apparus et se sont pérennisés dans plusieurs villes de France. Mais quelles sont les causes de l'aggravation du phénomène de sans-abrisme des demandeurs d'asile et réfugiés ? Comment les associations et les citoyens tentent-ils de

compenser les défaillances du dispositif d'accueil ? Le dernier numéro de la Lettre de l'Asile et de l'Intégration revient sur ces questions afin de proposer une vue d'ensemble de la thématique des migrants et réfugiés à la rue.

---

**Pour plus d'informations**

Lettre de l'asile et de l'intégration : [https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/FTA\\_Lettre\\_asile\\_90\\_web.pdf](https://www.france-terre-asile.org/images/stories/publications/pdf/FTA_Lettre_asile_90_web.pdf)

---

## Focus nationaux

### Grèce / Publication d'une liste de pays d'origine sûre

Le gouvernement grec a publié une liste de 12 pays d'origine considérés comme sûrs : l'Albanie, l'Algérie, l'Arménie, la Gambie, la Géorgie, le Ghana, l'Inde, le Maroc, le Sénégal, les Tonga, la Tunisie et l'Ukraine. Plusieurs associations grecques ont exprimé leur inquiétude suite à cette décision.

En parallèle, 105 députés européens de cinq partis politiques ont appelé le Conseil de l'UE Affaires intérieures et Justice et les Ministères de l'Intérieur de l'UE à mettre fin immédiatement la crise humanitaire actuelle sur les îles grecques, où 46 000 migrants vivent dans des camps prévus pour 8 000 personnes.

---

**Pour plus d'informations**

Article liste pays d'origine sûre : <https://www.infomigrants.net/fr/post/22088/liste-de-12-pays-surs-etablie-par-la-grece-le-risque-c-est-de-violer-les-droits-de-l-homme>

Article députés européens : <http://www.ekathimerini.com/248118/article/ekathimerini/news/meps-call-for-end-to-humanitarian-crisis-on-greek-islands>

---

### Belgique / Nouvelles mesures pour restreindre les conditions matérielles d'accueil

La ministre de l'Asile et de la Migration a annoncé le 4 janvier la privation des conditions matérielles d'accueil pour certains demandeurs d'asile afin de garantir une place d'accueil aux « vrais primo-arrivants pendant les mois d'hiver ». Deux profils sont visés : ceux ayant obtenu une protection dans un autre Etat membre de l'UE et qui demandent l'asile et l'accueil « pour des raisons sans rapport avec l'asile », ainsi que les personnes refusant d'être transférées vers l'Etat membre responsable de leur demande d'asile en application du règlement Dublin. Le refus de conditions matérielles d'accueil devra être évalué par Fedasil sur la base individuelle en prenant en compte la vulnérabilité de la personne. Une campagne de communication devrait également être lancée pour cibler ces groupes afin de dissuader les « abus » de la procédure d'asile. Face à ces annonces, les associations belges expriment leurs inquiétudes et alertent sur la présentation erronée de ces demandeurs d'asile comme des fraudeurs.

---

**Pour plus d'informations**

Communiqué Ministère: <https://www.maggiedeblock.be/fr/nouvelles-mesures-contre-les-abus-dans-les-procedures-dasile/>

Communiqué associations: <https://www.cire.be/quand-letat-resout-la-saturation-du-reseau-daccueil-par-exclusion-de-certains-beneficiaires-presentes-a-tort-comme-des-abuseurs/>

---



## **Suisse / Une coopération controversée avec l'Erythrée**

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) se dit surprise d'apprendre que la Suisse entend prolonger de trois ans sa coopération au développement en Erythrée. Rien n'indique en effet un recul des violations massives des droits humains commises par le régime érythréen. Aux yeux de l'OSAR, il est problématique de lier les objectifs de la politique de développement aux objectifs de la politique de migration.

---

### **Pour plus d'informations**

Communiqué : <https://timesofmalta.com/articles/view/maltas-requests-for-relocation-of-rescued-migrants-ignored.761271>

---